



Les immigrés de France et la montée du Front national

Des lendemains qui déchantent

CRAINTE. Au fil des consultations populaires, l'extrême droite française, représentée par le Front national, monte en puissance. Une tendance qui inquiète le Maroc quant à la situation de nos expatriés.

PAR ABDELLATIF MANSOUR

Les Français donnent l'impression d'être constamment en campagne électorale. Les votes populaires se suivent et s'empoignent sur un agenda qui n'autorise que quelques pauses intermédiaires. Un état de fait somme toute normal vu sa charge historique au pays de la Déclaration universelle des droits de l'Homme et d'une démocratie participative de bout en bout. Les moments forts des périodes électorales donnent à lire et à voir sur les médias. Tous les ingrédients de la politique spectacle sont réunis. De bons moments de télévision. Un cas d'école pour d'éventuels preneurs qui aspirent à cette sociologie démocratique. À leurs risques et périls. Les élections régionales, qui ont connu leur épi-

logue définitif le 13 décembre 2015, viennent d'en faire la démonstration. Lors de la décanation du premier tour, le 6 décembre 2015, le Front national (FN) de la famille Le Pen est arrivé largement en tête. Cela ne l'a pas mené trop loin, puisqu'il en est sorti avec zéro présidence de région, au terme d'un deuxième tour propice aux alliances et à un tamisage beaucoup plus fin.

Une parenthèse inadmissible

Curieusement, du côté de la droite comme de la gauche, personne n'a crié victoire et personne ne s'est avoué vaincu. C'est la République qui a gagné, face à une extrême droite menaçante, clame-t-on à voix basse. Soit, mais comment a-t-on neutralisé in extremis le FN et

pour combien de temps encore? On peut légitimement se demander en quoi ce genre de consultation populaire, à caractère aussi géographique que politique, qui a eu lieu là-bas, en France, peut nous intéresser, nous autres Marocains, ici, au Maroc? Plus qu'un divertissement instructif, pour les mordus de la chose politique, sous quelques cieus que ce soit, nous sommes concernés pour une multitude de raisons imbriquées et pratiquement indissociables. La France reste notre interlocuteur privilégié et notre porte-parole, pratiquement attiré, auprès de l'Europe.

Le marronnier de l'immigration

On a l'habitude de mettre en avant notre partenariat économique avec la France. La dernière actualité à propos de nos échanges commerciaux avec l'Union européenne (UE), revus et remis en question par la Cour européenne, abonde dans ce sens. Sauf que ce facteur majeur ressemble à une condition nécessaire, mais pas suffisante. Autrement, ce serait mettre l'élément humain dans une parenthèse inadmissible. Nous avons près de 2.500.000 immigrés marocains en France qui ont quelques raisons d'avoir un œil attentif sur la vie politique de leur pays d'accueil. Ils sont encore plus regardants lorsqu'il s'agit de la montée en puissance de l'extrême droite.

Même si l'immigration est devenue le marronnier des campagnes électorales françaises; son utilisation grossièrement démagogique prend cette fois-ci une dimension inquiétante. Le FN est désormais la première force politique de France. S'il n'y avait pas eu une coalition, même partielle, entre la droite et la gauche, il aurait sûrement remporté plus d'une région. Il aura, tout de même, réussi, au fil des différentes sortes d'élections, à droitiser un peu plus la droite traditionnelle, qui s'est lancée dans une ronde nuptiale dans l'espoir de séduire une partie de l'électorat du FN. Ce qui n'est pas vraiment acquis, au vu des

tablettes statistiques fouineuses à l'envi. Or, les positions du FN sur l'immigration sont connues. Il est féroce opposé à toute présence de non-européens dans l'Hexagone. Les bougnouls arabo-africains et autres faciès non conformes sont priés de s'abstenir. Ils sont prioritairement dans le viseur. Les musulmans, toutes origines ethniques confondues devraient être interdits de pratiquer leur dogme hors de chez eux, y compris les non-pratiquants; autrement, ils seraient renvoyés aux mosquées de leurs patelins. Toujours sur le registre inépuisable de l'immigration, les adeptes du lepénisme préconisent le retour au strict bornage frontalier de la France, tellement les frontières de l'espace Schengen sont jugées excessivement poreuses.

Quoi qu'on dise sur le sérieux à la tâche des travailleurs marocains et autres catégories socio-professionnelles de nationaux résidant en France, ils restent des "intrus indésirables" qui mangent le pain des Français. Boulangers immigrés compris, comme dirait l'humoriste Fernand Reynaud. Aux dernières élections régionales, seule la coalition, même

relative, entre la droite et la gauche, a permis de réduire le FN à sa plus simple expression de représentation dans les instances électorales.

Des "intrus indésirables"

Cela signifie-t-il, pour autant, que cette tendance extrême est durablement endiguée? Tant s'en faut. Le FN est tout de même le premier parti de France, avec encore plus de voix exprimées à cette élection. Déjà en 2002, Jean-Marie Le Pen, père, est arrivé deuxième au premier tour des présidentielles, éliminant un homme de grande stature politique, Lionel Jospin. Le Pen était potentiellement présidentiable, si ce n'était, là aussi, une coalition anti-FN qui lui a barré la route.

La fille Le Pen, Marine, est en droit de nourrir le même rêve pour 2017. Quoique problématique à plus d'un titre, cette perspective n'est pas faite pour nous rassurer sur le devenir de nos MRE. Elle renvoie plutôt la classe politique française à ses petits calculs partisans. Une inclination politiquement dangereuse pour la raison évidente qu'il s'agit du rapport de la France à sa propre histoire et aux autres, de par le monde ■



Marine et Marion Le Pen. Le FN désormais première force politique de France.